



DATE : Août 2023
À : Conseil d'administration de l'ACC
DE : Mary Van Buren
Objet : Sommaire des rapports des partenaires – T2 2023

Afin de préparer la réunion du conseil d'administration de l'Association canadienne de la construction de septembre, nos associations partenaires ont fourni des rapports sommaires contenant des mises à jour importantes et un aperçu des enjeux et des possibilités de leurs régions. Nous apprécions le temps et le soin consacrés à préparer ces rapports. Vous trouverez ci-dessous un résumé de leurs rapports. ([lien](#) aux rapports)

Bien qu'il existe de nombreuses initiatives remarquables, je voudrais attirer votre attention sur certaines d'entre elles qui pourraient être moins connues, comme :

- Les efforts de regroupement et d'harmonisation de la SKCA, qui ont un impact accru sur les relations avec les membres et les gouvernements;
- Le programme de crédit environnemental du BCRB sera lancé dans le courant de l'année;
- Les efforts de l'ACNB ont mené à la création d'un centre d'excellence en ligne pour les métiers qualifiés, financé par la province.

Thèmes communs

A) Perspectives mixtes pour l'industrie

- La BCCA constate une augmentation générale du profil de risque des entreprises.
- BCRB : La construction et l'entretien des routes, ainsi que les entreprises de construction lourde, ont connu une bonne année 2023, et l'industrie reste forte à l'aube du second semestre de l'année. Le gouvernement de la Colombie-Britannique s'est engagé à poursuivre son plan d'investissement à long terme dans les infrastructures et à investir dans la reconstruction du réseau routier ravagé par les inondations, mettant l'accent sur de futures infrastructures plus résistantes. Les travaux de reconstruction des autoroutes 1 et 5 sont en cours.
- Alberta : La valeur des permis de construire, qui avait connu une augmentation de 6 % en 2022 par rapport à 2021, a diminué de 8 % entre le 1^{er} janvier 2023 et mai 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que la valeur des permis commerciaux continue d'afficher une forte croissance. Le nombre de membres a légèrement augmenté, bien qu'il y ait encore 55 membres de moins qu'au deuxième trimestre 2022.
- Selon Statistique Canada, la valeur des permis de construire au Manitoba pour le cumul annuel jusqu'à la fin du mois de mars est supérieure d'environ 5 % à celle de l'année dernière. La valeur totale des permis de construction résidentiels est en hausse de 8 % et les permis de construction non résidentiels sont redescendus à peu près au même niveau que l'année dernière. Il convient de noter que les permis pour les logements individuels sont en baisse de 28 % et que les permis pour les bâtiments institutionnels sont en hausse de 146 % par rapport à la même période de l'année dernière.
- SKCA : En 2021, les associations de la construction de la Saskatchewan ont entamé leur parcours « Lean In » visant à améliorer l'efficacité opérationnelle et à réunir le personnel en une unité cohésive. Cela s'est traduit par un impact accru, notamment par le rejet de la politique de salaire équitable sur les projets de construction, la suppression des retenues de performance supplémentaires de 10 % sur certains projets, et un examen, bien accueilli, de la criminalité sur les chantiers de construction de la

part du gouvernement provincial. Les prochaines étapes de ce parcours consistent à continuer d'affiner les considérations de gouvernance, juridiques et financières.

- Winnipeg est sur la bonne voie en ce qui concerne le secteur commercial; le secteur résidentiel a progressé :
 - Le rapport sur les permis de la **ville de Winnipeg** pour avril 2023 montre un début d'année globalement similaire à celui de l'année dernière, mais il semble que le secteur résidentiel (notamment la construction d'appartements) ait rebondi et compense une réduction des permis ICI. La valeur des permis de construction d'appartements est maintenant supérieure de 145 % à la même période l'année dernière. La valeur des permis de construction du secteur non résidentiel est en baisse de 53 % par rapport à l'année passée. La valeur des permis de bâtiments institutionnels a augmenté de manière importante (2 761 %) par rapport à l'année dernière, mais cette hausse est compensée par une réduction dans toutes les autres catégories du secteur non résidentiel.
 - En mai 2023, la WCA a accueilli 258 projets, un record récent pour le nombre de projets accueillis au cours de ce mois. À ce jour, Buildworks a accueilli 1 017 projets, ce qui est supérieur à la moyenne quinquennale de 975.
 - BuildCast est le service d'information préalable à l'appel d'offres de la WCA. Il accumule des renseignements sur les projets confirmés et potentiels qui se dérouleront au Manitoba au cours des 5 prochaines années. Nous suivons actuellement 1 177 projets d'une valeur potentielle entre 21,5 G\$ et 30 G\$. Les membres de la WCA reçoivent une mise à jour hebdomadaire des nouveaux renseignements sur les projets en cours.
- En mai 2023, l'investissement dans la construction de bâtiments en Nouvelle-Écosse a augmenté de 13,6 % par rapport au mois précédent. À ce jour, le secteur de la construction non résidentielle a diminué de 0,9 % par rapport à la période de janvier-avril 2022. Il a cependant augmenté de 13,8 % dans la ville d'Halifax et a diminué de 20,1 % en dehors d'Halifax.
- Le NS RB a une année très chargée, avec beaucoup de travail, et ses membres travaillent dur pour que tout soit terminé à temps.
- La NBRB a connu un départ lent en raison des mauvaises conditions météorologiques, mais le travail avec les gouvernements provinciaux, fédéraux et municipaux ne manque pas.
- La croissance du nombre de membres de la CAPEI demeure solide.

B) Défense d'intérêts/législation

- Afin de résoudre les problèmes de paiement, de permis et d'approvisionnement, la BCCA a publié un nouveau dossier concernant la construction : *Supplementary Conditions and Standard Construction Documents: Guidance for General Contractors and Trade Contractors* (Conditions supplémentaires et documents de construction standards : Guide à l'intention des entrepreneurs généraux et des entrepreneurs spécialisés), ainsi qu'une nouvelle ressource pour les employeurs, c'est-à-dire la fiche de conseils « **Conditions supplémentaires** » qui complète la fiche de conseils de la BCCA « **Lisez votre contrat** ». Nos priorités ne changent pas, mais elles deviennent encore plus urgentes à mesure que le climat de la construction devient de plus en plus risqué :
 - Législation en matière de paiement rapide
 - Coûts et pénuries de main-d'œuvre
 - Pratiques en matière de marchés publics
 - Conditions contractuelles
- Les priorités du BCRB comprennent :
 - Plaider en faveur d'**investissements accrus et durables** pour des infrastructures de base résilientes. Il s'agit notamment de sensibiliser le public aux avantages d'investissements prévisibles et réguliers en matière d'infrastructures.

- Participer de façon continue, avec tous les maîtres d'ouvrage, à **l'amélioration des pratiques de passation de marchés**, l'objectif étant de travailler avec les parties prenantes réglementaires concernées pour mettre en œuvre un processus de passation de marchés maximisant la valeur des projets et récompensant l'innovation continue.
- Identifier les **points de données clés** et utiliser ces renseignements afin de développer des systèmes qui suivent et rendent compte des tendances au sein de notre industrie. Communiquer efficacement ces données et les intégrer à des campagnes et des programmes de sensibilisation ciblés.
- Les priorités de défense d'intérêts de l'ACA sont les risques liés aux contrats du gouvernement de l'Alberta, d'étendre le paiement rapide aux travaux publics et de veiller à ce n'y ait pas d'exclusions en matière de paiement rapide liées aux grands projets. Trevor Doucette, président de l'ACA et membre du conseil d'administration de l'ACC, siège au Conseil de liaison de l'industrie des infrastructures de l'Alberta.
- Manitoba : Élections provinciales le 3 octobre 2023
 - **Adoption du code de la construction 2020** – La province a annoncé qu'elle soumettrait le règlement relatif au code de la construction à une consultation de 21 jours à compter du 5 juin.
- MHCA
 - En collaboration avec huit associations d'entreprises partenaires, elle organise un forum des chefs de partis sur la croissance de l'économie. La MHCA a engagé des consultants en médias pour la diffusion de messages publics concernant les priorités provinciales.
 - D'importants progrès ont été faits sur le Plan d'infrastructure commerciale du Canada, en partenariat avec l'ACC et d'autres organisations, ce qui s'est traduit par l'approbation des premiers ministres lors de leur réunion de juillet. La prochaine étape consistera à créer un site Web et à lancer une campagne de sensibilisation.
- Winnipeg :
 - Le conseil municipal a approuvé un plan financier pluriannuel prévoyant des taxes dédiées à la rénovation des rues locales et régionales jusqu'en 2027; ce plan comprendra également le financement de ponts, du renouvellement du couvert végétal et d'installations de transport actif.
 - La ville a engagé un consultant indépendant pour recommander au service les prochaines étapes à suivre pour définir le processus de modification des spécifications, y compris l'examen de l'utilisation de granulats de béton recyclé comme matériau de construction routière.
- Ontario :
 - Olivia Chow, ancienne conseillère municipale et députée, est devenue la nouvelle mairesse de Toronto. Elle entre en fonction alors que la ville de Toronto est confrontée à un déficit budgétaire massif, à une crise de l'accessibilité et à des problèmes de sécurité publique. Parmi ses engagements phares, elle promet de relancer la construction de logements sociaux dans la ville et d'investir 100 millions \$ par an dans un programme visant à acheter des logements abordables et à les transférer à des organisations à but non lucratif et à des fiducies foncières.
 - Le gouvernement de l'Ontario a annoncé un plan visant à dissoudre la région de Peel et à faire de Mississauga, de Brampton et de Caledon des municipalités indépendantes. L'OGCA a rencontré la région pour savoir comment cette annonce allait toucher les travaux en cours et à venir dans la région de Peel.
- L'OGCA travaille sur les groupes de taux de la CSPAAAT et sur l'effet néfaste des taux de transition, étant donné que les entrepreneurs qui paient plus sont en fait de meilleurs entrepreneurs qui compensent le différentiel de transition entre les augmentations et les diminutions excessives de l'ensemble de la catégorie. Les taux de transition augmentent et progressent au-delà de la performance moyenne du secteur. À l'heure où nous écrivons ces lignes, la CSPAAAT et le CEC ne se sont pas encore réunis pour aborder cette question.

- L'OSWCA collabore avec un groupe d'associations de la construction pour encourager la province de l'Ontario à adopter la procédure de prévention des conflits utilisée dans les projets de transport en commun du Royaume-Uni, l'objectif étant que cette procédure soit inscrite dans la *Loi sur la construction*, dans le cadre de son examen quinquennal. De nombreux contrats municipaux évoluent vers des appels d'offres et de demandes de prix. Au fil des ans, l'OSWCA a traité un certain nombre d'appels d'offres problématiques. Une note de service sur les points à surveiller sera distribuée.
- Les constructeurs de routes de l'Atlantique ont eu une réunion productive et se réuniront à nouveau à l'automne. L'une des questions sur lesquelles ils collaborent est celle des heures de service et des dispositifs électroniques d'enregistrement, et plus particulièrement la formulation qui pourrait toucher nos membres effectuant des transports quotidiens peu fréquents sur de courtes distances.
- NSRB : nous avons rétabli les tables rondes en personne avec l'industrie et le gouvernement. L'une des questions importantes concerne l'augmentation du prix des carburants de 14 sous le litre pour les carburants ordinaires et de 17 sous pour les carburants diesel. Nous nous attendons à ce que cela ait un impact négatif sur l'économie au fil du temps. Nos efforts pour que la province procède à un examen approfondi de notre programme d'indemnisation des travailleurs portent fruit, une annonce étant attendue prochainement.
- PEIRB : L'arrêté de protection de l'environnement relatif à l'aménagement du littoral interdit les nouveaux aménagements dans la zone tampon et les activités de contrôle de l'érosion associées dans les limites du cours d'eau et de la zone humide.

Certains aménagements sont encore autorisés avec un permis, y compris :

- la réparation et la protection d'infrastructures critiques;
- la réparation des structures de contrôle de l'érosion déjà en place et endommagées par l'ouragan Fiona;
- les structures provinciales ou fédérales de contrôle de l'érosion nécessaires à la protection des infrastructures publiques;
- les projets qui font l'objet d'une évaluation provinciale des incidences sur l'environnement.

On demande au ministre de l'Environnement de lever ces restrictions, car de nombreux habitants de l'île, qui ne bénéficiaient pas de la protection du littoral avant l'affaire Fiona, aimeraient protéger leurs terres.

C) L'adoption d'une législation sur le paiement rapide reste une priorité et nous constatons des progrès.

- En mai, le personnel du ministère de l'Agriculture de la Colombie-Britannique a reçu l'autorisation de réunir un groupe de travail chargé de mener des consultations sur la création d'une législation sur le paiement rapide. Une bonne nouvelle, mais le dossier progresse très lentement et est très en retard par rapport à d'autres juridictions.
- **Manitoba : Projet de loi 38, The Builders' Liens Act (paiement rapide)** – Le projet de loi 38 a été adopté en troisième lecture et a reçu la sanction royale. Les prochaines étapes consisteront à élaborer les règlements nécessaires et à mettre en place l'organe de décision.
- Le Nouveau-Brunswick a le plaisir d'annoncer que le PROJET DE LOI 42 (Loi sur le paiement rapide des travaux de construction et l'arbitrage) a reçu la sanction royale le 16 juin. Les objectifs de l'ACNB sont d'être arbitre et, deuxièmement, d'inclure tous les contrats de construction dans la législation.

D) La pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les programmes innovants utilisant la technologie pour attirer les étudiants

- La BCCA développe une nouvelle campagne ciblant les employeurs du secteur de la construction de la Colombie-Britannique affiliés à nos programmes (BidCentral, STEP, Builders Code, Building Builders, BCCA-IN, LNG Canada Trades Training Fund and Connect) ou à notre réseau de membres RCA (VRCA, VICA, SICA, NRCA).

La campagne offrira à ces groupes d'employeurs un accès exclusif et GRATUIT aux plus de 5 000 candidats recueillis dans le cadre de la campagne Builders Life, qui a été créée pour soutenir le programme de services d'apprentissage de la BCCA dans le cadre de nos efforts continus pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la construction de la Colombie-Britannique.

- La BCCA s'associe à la VRCA pour organiser conjointement le premier événement de liaison de carrière « Career Connector » le 15 août. Cet événement réunira les demandeurs d'emploi du bassin de talents Builders Life et les employeurs membres de la VRCA.

Le programme a également versé plus de 8 millions \$ en bourses d'apprentissage. Ils sont également en pourparlers avec la SICA, la VICA et la NRCA afin d'organiser plusieurs événements régionaux.

- Comme le reste du Canada, le secteur civil de la Colombie-Britannique est confronté à des problèmes de main-d'œuvre. Plusieurs grands projets comme le barrage du site C et l'oléoduc Trans Mountain sont sur le point d'être achevés, ce qui entraînera le déplacement d'une grande partie de la main-d'œuvre vers d'autres projets.
- Le BCRB lancera un [programme visant à attirer les talents](#) à l'échelle de la province à partir du T1 2024. Ce programme sera centré sur une technologie innovante de simulateur et logé dans une remorque mobile. Notre intention est d'attirer l'attention sur les possibilités de carrière qu'offre notre secteur.

Harmoniser la capacité aux demandes de l'industrie et au développement de la main-d'œuvre :

- Investir dans des initiatives sectorielles et des **campagnes médiatiques** afin de promouvoir le secteur et d'attirer des talents diversifiés.
- Fournir à nos entreprises membres des renseignements supplémentaires concernant **l'engagement des populations autochtones**.
- Développer le **programme de bourses d'études** du BCRB et de la HCA afin d'attirer davantage de jeunes vers l'industrie.
- L'OSWCA discute de possibilités de partenariat avec BuildWitt, une organisation de médias sociaux basée aux États-Unis dont la mission est d'aider les entrepreneurs de travaux publics lourds à attirer, former et conserver la prochaine génération de travailleurs.
- La WCA et des partenaires de l'industrie ont rencontré le gouvernement provincial qui s'est engagé à créer un groupe de travail chargé d'établir la formation et l'éducation nécessaires pour diriger les gens sans emploi vers des carrières du secteur de la construction.
- Grâce aux efforts de l'ACNB, le ministère de l'Éducation préscolaire et du Développement de la petite enfance a accepté de créer un centre d'excellence en ligne pour les métiers spécialisés. Il commencera ses activités en septembre 2023 et l'ACNB en sera l'un des partenaires fondateurs.
- L'ACNB s'est associée à de multiples organisations afin de présenter un projet intitulé « Voies innovantes pour soutenir l'immigration dans la main-d'œuvre du secteur de la construction au Nouveau-Brunswick ». À l'aide du modèle « défi 100 jours », ils développeront et testeront activement des solutions d'innovation par l'intermédiaire du centre Pond Deshpande de l'UNB.
- NBRB : La remorque se rendra à Perth Andover et Grand Falls à l'automne, à Saint John à l'hiver 2024 et à Moncton à l'automne 2024. La remorque est utilisée à plein rendement et ils sont satisfaits des résultats.
- Au début de la pandémie, la CANS a rejoint la Construction Safety Coalition. L'un de ses principaux objectifs est de réduire les accidents de travail dus aux chutes, les demandes d'indemnisation pour perte de temps ayant augmenté de 50 % entre 2021 et 2022. Une campagne de sensibilisation contre les chutes a été lancée à l'intention des employeurs et des travailleurs, son objectif étant d'éduquer les deux parties

quant à leurs responsabilités lorsqu'il s'agit de travailler sécuritairement en hauteur. Pour plus d'information, visitez : <https://tieoffns.ca>

- CAPEI : Les unités de réalité virtuelle de toutes les écoles secondaires de l'Île-du-Prince-Édouard poursuivent leurs activités jusqu'en 2023, et celles des écoles secondaires de premier cycle jusqu'en 2023/2024. TradesCan poursuit sa croissance à l'échelle provinciale et nationale.
- Les PEI Road Builders ont acheté (avec des partenaires financiers) le **Vortex Edge Max**, un équipement qui simule 6 machines lourdes (excavateur, bouteur, chargeur sur roues, pelleteuse, niveleuse, camion à benne articulée). Notre objectif est de faire découvrir aux élèves que notre industrie est une option de carrière viable. Il s'agit d'une voie d'accès à l'enseignement supérieur ou à un emploi immédiat dans l'industrie. Avec ce simulateur, l'Association entamera son deuxième partenariat avec le ministère de l'Éducation et le projet pilote *Essential Skills Achievement Pathway (ESAP)*. Ce programme sera offert dans deux écoles secondaires cette année et, s'il s'avère une réussite, dans dix écoles secondaires l'année prochaine. L'ESAP est une voie d'accès à l'obtention d'un diplôme basée sur les compétences. L'Association poursuit également un partenariat avec un autre établissement d'enseignement, espérant développer un programme pour les opérateurs d'équipement lourd avec l'aide de partenaires financiers. Ils espèrent que ce programme évoluera et deviendra un tremplin pour l'*Essential Skills Achievement Pathway*.

E) Le logement devient un enjeu

- Le premier ministre Eby continue de mettre l'accent sur la construction de logements en Colombie-Britannique sans collaboration significative avec le secteur de la construction.
- Le CD Howe Institute a mené des recherches sur l'accessibilité du logement en Ontario. L'un des secteurs à l'étude est celui des coûts de l'eau et des eaux usées, l'objectif étant de recommander à la province d'obliger les municipalités à adopter un mode de tarification des services publics (tarification/recouvrement du coût total) pour leurs infrastructures d'eau et d'eaux usées. L'OWCA se joint à CD Howe et siègera à son conseil consultatif dans le cadre de cette étude.
- La CAPEI a agrandi son centre de formation afin de construire de petites maisons carboneutres prêtes à habiter, en partenariat avec le gouvernement provincial. Ces logements permettront de remédier à la pénurie de logements et de créer des formations de qualification de niveau débutant.

F) Les préoccupations liées aux marchés publics sociaux persistent, bien qu'elles soient moins importantes qu'au cours des trimestres précédents

- Selon l'OSWCA, il y a récemment eu une pointe quant à l'adoption d'exigences en matière de marchés publics sociaux dans les contrats d'investissement des municipalités, en particulier sous la forme d'embauches ciblées et d'obligations de sous-traitance. La ville de Toronto a finalisé ses spécifications d'approvisionnement et la ville d'Ottawa travaille à la mise en place d'un programme. Plusieurs autres municipalités ont mis des programmes en place, en grande partie pour répondre aux exigences du financement fédéral liées aux projets d'infrastructure municipale.

G) L'écologisation de l'industrie devient un domaine d'intérêt majeur

- BCRB : Ils lancent cet automne une plateforme de mesure et de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'intention de leurs membres. Ils ont engagé des consultants de renommée mondiale pour explorer le potentiel de travail entre l'association et ses membres afin de générer des crédits compensatoires de carbone vérifié pouvant être échangés contre une compensation monétaire. Cette compensation permettrait d'acheter de nouveaux équipements et procédés innovants, et d'aller au-delà des pratiques habituelles.
- La CAPEI est membre du Comité consultatif sur la carboneutralité.